

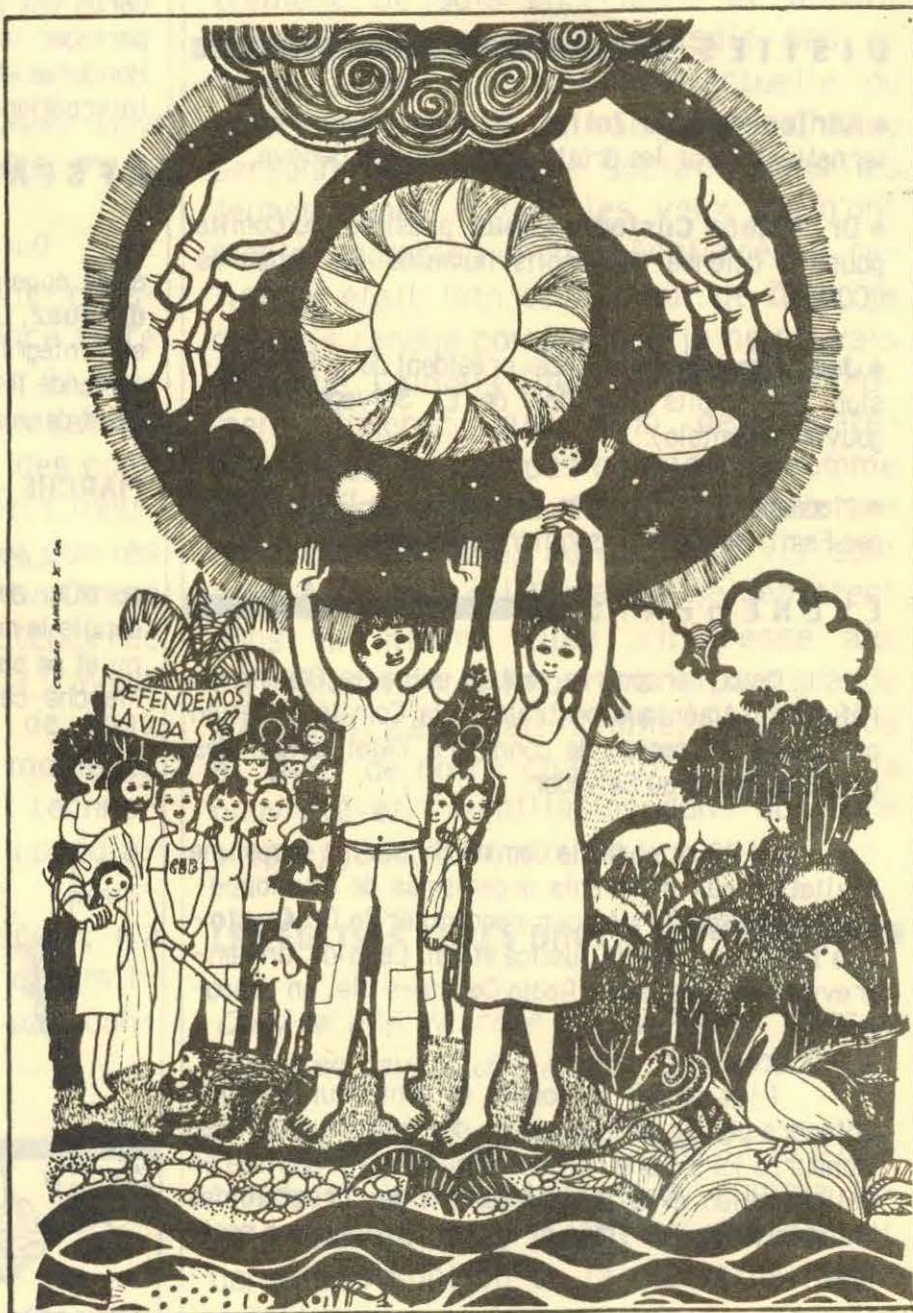
EN MARCHÉ I

Caminando!

BULLETIN DE RÉFLEXION ET D'ENGAGEMENT Volume VIII, no 5, décembre 1987

Un salut
qui nous
libère
de nos
ennemis

(Luc, 1,71)



Va-et-vient au comité

VISITES

- **Adrien-Claude Zoller**, directeur du Service International pour les droits de l'Homme de Genève.
- **Dr. Ramón Custodio López**, président du Comité pour la défense des droits humains au Honduras (CODEH).
- **Joaquín Cáceres**, vice-président de la Commission des Droits Humains de El Salvador (non-gouvernementale).
- **Madame Sola Sierra**, présidente de l'Association des Familles des Pri-sonniers Politiques du Chili.

ÉVÉNEMENTS

Deux rencontres tenues entre le Comité de réfugiés d'Amérique centrale et le Comité chrétien ont donné l'occasion de connaître l'état actuel des droits humains au Salvador.

Le 29 octobre, le Comité chrétien a lancé une invitation aux différents organismes de développement et de solidarité pour rencontrer le Dr **Custodio López** au Centre Justice et Foi. Le midi, une entrevue a été réalisée à Radio Centre-ville, en espagnol.

Plus de 80 personnes se sont réunies pour entendre parler de la situation des droits humains au Honduras lors d'une rencontre publique organisée en collaboration avec le département des programmes internationaux du YMCA et le Comité de Justice sociale.

Le 25 novembre, Cuso, le CPMO et le Comité

chrétien ont réalisé une rencontre sur "l'organisation en milieu populaire" avec **Miguel Azcueta**, maire de Villa el Salvador, au Pérou.

DÉPART

Le 3 novembre les membres du Comité Chrétien se sont réunis au local pour partager avec **Jacques Grenier** un petit repas d'adieu et le remercier pour sa participation soutenue à une activité bien importante du Comité: la publication du Caminando. Jacques retourne s'insérer dans la réalité du peuple japonais. Nous lui souhaitons "bonne chance" y "hasta la proximal"

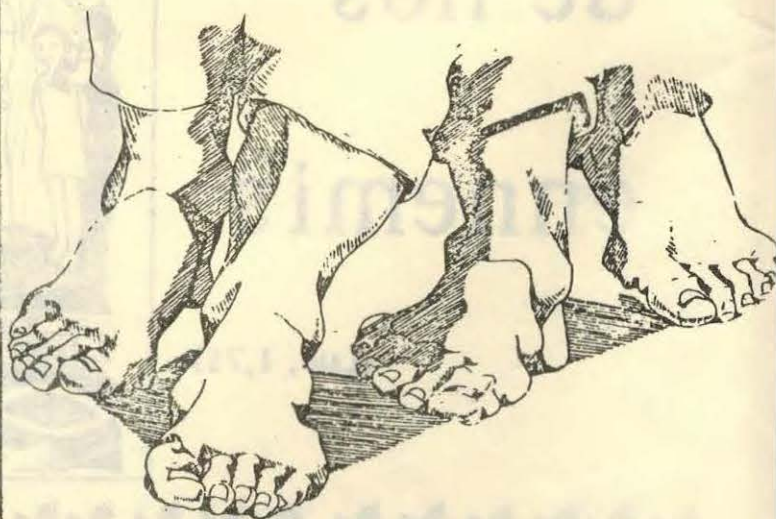
Le 8 octobre, Charlemagne Ouellet et Denise Caron ont participé à une soirée au Caf'Tiers pour partager une réflexion sur les droits humains au Honduras et les acquis de la rencontre du Secrétariat International Monseigneur Romero.

RÉSEAU D'URGENCE

Durant la grève des postes le réseau d'urgence a été appelé à intervenir pour **Zoila Marina Rodríguez**, travailleuse sociale hondurienne dont la vie et l'intégrité physique étaient en danger et qui avait demandé la protection de l'Eglise du Honduras au moment de se présenter aux autorités.

MARCHE - CÉLÉBRATION ROMERO

Les sept organismes impliqués dans la préparation de cet événement se réunissent périodiquement depuis le mois de septembre pour en définir le contenu et se partager les nombreuses tâches en vue de la Marche-célébration du 24 mars '88. □



PAS D'ÉVANGILE SANS DROITS HUMAINS I

Entrevue avec Julia Esquivel, pasteure guatémaltèque représentante du Comité Justice et Paix du Guatemala, en Europe.

Comment et pourquoi avez-vous commencé la lutte en faveur des droits humains?

J'ai commencé en prenant conscience que la pauvreté, la violence faite aux droits humains, la répression, la torture, l'absence de liberté d'organisation, la disparition de personnes sont des conséquences d'une société qui devient inhumaine et qui ne veut pas accepter que les autres sont nos frères humains. On ne peut expliquer autrement l'existence de minorités en Amérique latine et à travers le monde entier qui jouissent de tout: éducation, assistance médicale, moments de loisirs, culture, richesses et technologie pendant que deux tiers de la population mondiale souffre de sous-alimentation, n'a pas accès à l'école, n'a pas de terre. En un mot, il y a des millions de personnes qui ne sont pas considérées comme des personnes.

À PARTIR DE LA FOI

Votre option part de la foi?

C'est ça. Ça ne pouvait pas être au-

trement. Je suis chrétienne et le fait d'être chrétiens ne nous isole pas de toute autre activité, intellectuelle ou politique, sociale ou religieuse. Chaque personne est un être social. Quand les jeunes m'ont ouvert les yeux et m'ont montré combien mon prêchi-prêcha religieux était loin de l'amour de Dieu, je me suis rendue compte que je ne pouvais dire que j'aimais Dieu et au même moment ignorer que 80% des guatémaltèques ne sont pas considérés comme des êtres humains. Ils vivent dans une pauvreté extrême; aujourd'hui, ils sont peut-être deux millions qui se débattent dans la misère. Dieu s'intéresse aux êtres humains et la preuve la plus grande c'est qu'il s'est fait homme, os de nos os et chair de notre chair. Il a souffert la pauvreté et l'humiliation dans son être propre, jusqu'à en mourir.

LES ÉGLISES ET LES DROITS HUMAINS

Quel a été le rôle des Églises dans la lutte en faveur des droits humains?

Les Églises, par leurs institutions, et les chrétiens, comme levain dans la pâte, jouent un rôle décisif dans la promotion de la vie et de la dignité humaine, spécialement des plus



pauvres et des plus démunis.

Dans ce champ d'action, il y a une figure, véritable flambeau qui illumine l'action des chrétien-ne-s: c'est Mgr Oscar Arnulfo Romero. Il a été évangélisé par les pauvres alors qu'il était déjà évêque; il s'est converti à la Bonne Nouvelle et a défendu avec la parole de Dieu et son propre sang la vie attaquée et agressée de ces mêmes pauvres. Toute sa vie est une leçon de pastorale et de défense des droits humains à la lumière de la foi évangélique. Le fait qu'il ait su écouter avec son cœur les mères des disparu-e-s, des martyr-e-s et les veuves du Salvador, a eu comme conséquence que les Églises dans toutes les parties du monde se réveillent et deviennent sensibles aux innombrables aberrations qui surviennent quand la dignité humaine est foulée aux pieds. L'organisme "Secours juridique" (de l'archevêché de San Salvador) continue le travail de Mgr Romero.

Au Nicaragua aussi il y a des chrétien-ne-s qui travaillent à la Commission de Défense et de Promotion des droits humains, sous la direction de Soeur María Hartman. C'est devenu comme une conscience critique, illuminée par l'Évangile, face au gouvernement du Nicaragua afin que soient respectés les droits des prisonniers, les droits des Miskitos et des

pauvres. C'est une commission de promotion et de défense des droits humains, plutôt que de dénonciation. Mais il y a une autre commission qui collabore avec les contras et qui essaie de dénaturer la réalité de ce qui se passe dans ce pays.

En ce qui concerne le Salvador, le théologien Jon Sobrino parle de la violation des droits humains dans son livre d'ecclésiologie et signale aussi que quelques prêtres accompagnent la population qui refuse de faire confiance au régime.

Tout cela c'est du travail pour les droits humains en faveur des plus pauvres. Il me semble que le lieu privilégié de l'action en faveur des chrétien-ne-s en Amérique centrale, c'est là où se trouvent les plus petits frères de Jésus, les marginaux, les plus pauvres, les déshérités. Ce sont ceux qu'on n'écoute pas dans les cours de justice, ceux dont on ne tient pas compte dans les plans de redressement économique; ceux qui ne peuvent participer à cause de leurs propres limites économiques et culturelles dans les plans de construction urbaine, les gens qui vivent dans les bidonvilles, dans les ceintures de misère des villes, près des dépotoirs. C'est là que les chrétien-ne-s engagé-e-s essaient de défendre les droits des plus pauvres.

Voilà selon moi une manière concrète de solidarité et d'évangélisation. L'évangélisation ne consiste pas seulement à annoncer la Parole; il s'agit d'être avec les pauvres, de souffrir et de lutter avec eux, en pensant aux promesses du Royaume de Dieu, promesses de vie abondante pour tous, ce qui aujourd'hui peut signifier de la nourriture et de l'éducation. C'est la paix du Royaume.

MGR ROMERO, LE FLAMBEAU DANGEREUX

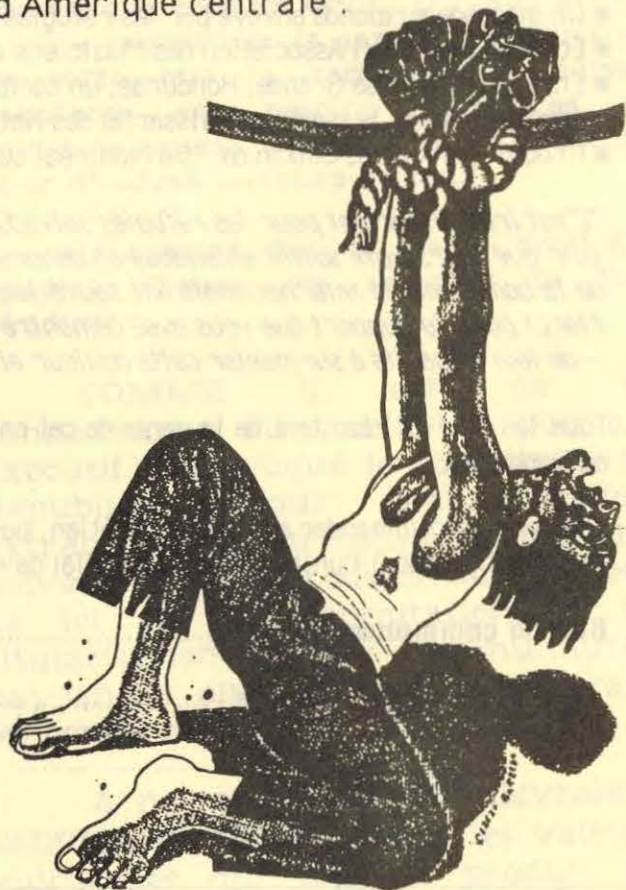
Il y a sept ans que Mgr Romero est mort. Croyez-vous que quelque chose a changé en Amérique centrale?

Au Salvador et au Guatemala, je ne crois pas. Mais quelque chose a changé énormément dans la conscience des chrétiens de par le monde car, par sa mort, **Mgr Romero** a franchi les frontières de son pays et est devenu **l'évêque de la solidarité internationale**. En ce sens, les allemands solidaires ne sont plus seulement des allemands mais aussi des salvadoriens. On peut dire la même chose des hollandais, des américains, de nous tous. Le Salvador ressuscite à partir de la vie et de la mort de Mgr Romero. Voilà pourquoi on peut dire que quelque chose a changé; la situation du Salvador est maintenant connue du monde entier. Et chaque année, on prend de plus en plus conscience de cette réalité.

Je ne sais pas quand Mgr Romero sera canonisé; probablement pas avant qu'il ait cessé d'être "dangereux" et qu'on puisse le recouvrir d'une forme de sainteté bien différente. Mais cela n'a pas d'importance. L'important c'est que MAINTENANT il soit un flambeau pour

tous ceux et celles qui luttent pour le bien et la vérité. Romero est un pèlerin du monde et il continue à évangéliser et à réveiller beaucoup de consciences à travers son message.

On peut dire aussi de Romero que c'est une figure oecuménique. A ses funérailles, il y avait des évêques anglicans, méthodistes, presbytériens. On a renversé les barrières des dénominations religieuses et la défense des droits humains est éminemment oecuménique. Nous défendons non seulement les chrétiens qui sont torturés au Guatemala ou au Salvador mais tout être humain parce qu'il est fils de Dieu. Je crois que c'est ce que faisait Mgr Romero. Il a dit: "*Si on me tue, je ressusciterai dans le peuple salvadorien*" Mais cette parole était bien en-dessous de la vérité: sa résurrection se vit dans une population beaucoup plus nombreuse que celle du "Petit Poucet d'Amérique centrale".



LES ÉTATS-UNIS, L'ENNEMI NUMÉRO UN ■

À partir de ce que vous venez de dire, comment voyez-vous l'avenir des droits humains au Guatemala et dans le reste de l'Amérique centrale?

Je crois que les droits humains vont continuer à être violés publiquement et cyniquement, car, dans toute l'Amérique centrale, le principal violateur de droits humains, c'est le gouvernement de Ronald Reagan. Voilà pourquoi quand j'apprends que Reagan demande plus d'argent pour la contra nicaraguayenne, je me demande si les gouvernements européens et latino-américains comprennent ce que cela signifie. Ces millions serviront à tuer des gens. Est-ce que c'est ça la démocratie

occidentale? Le président Reagan sème la haine de la démocratie elle-même. Beaucoup de paysans et d'enfants continueront à mourir à la frontière du Nicaragua, là où chaque jour, des bombardiers américains sèment la mort chez cette population sans défense. Alors, les énormes sommes d'argent votées par les démocrates et les républicains serviront chaque fois davantage à violer les droits humains. Et c'est aussi dans la mesure où les chrétiens garderont le silence devant de telles aberrations qu'il y aura encore plus de crucifiés sur la terre. □

Extraits d'une entrevue de Jorge García de la Revue Esquila Misional - 35e année, no 384, juillet 1987.

"PEDIMOS PAZ" - Cassette de chants en espagnol

- Un message au monde envoyé par les réfugiés salvadoriens au Honduras - Amérique centrale.
- Écrit et joué par l'Association des Musiciens de Mesa Grande.
- Enregistré à Mesa Grande, Honduras, un camp de réfugiés salvadoriens (pop. 11 500), administré par le Haut-commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés.
- Produit par James Solkin de: "De Montréal au Monde Inc.", Montréal, Québec, Canada.

"C'est très important pour les réfugiés salvadoriens, dont l'esprit est si évident sur cette cassette, de savoir que leurs voix soient entendues en dehors du monde précaire des camps. L'attention et la solidarité de la communauté internationale ont sauvé leurs vies maintes fois. Le danger n'est pas encore disparu. Merci pour le support que vous avez démontré en achetant ce document de la souffrance des salvadoriens - de leur capacité à surmonter cette douleur et de chanter." Bruce Cockburn

Tous les profits résultant de la vente de cet enregistrement seront distribués aux réfugiés salvadoriens au Honduras.

Vous pouvez commander au Comité chrétien, par chèque visé ou mandat postal au montant de 10,00 \$ (can.) l'unité. Prévoir un délai de 4 semaines pour la livraison.

Bon de commande Nom :

Adresse :

Ville :

Code postal :



Pérou

SEMER LA VIE POUR RÉCOLTER LA PAIX

**Document des prélats du Sud-Andin sur la défense
et la promotion des communautés indiennes**



La région du Sud-Andin, sur l'Altiplano péruvien, est à population majoritairement indienne. La réforme agraire de 1969, qui a transformé les grands domaines de cette région en "sociétés agricoles d'intérêt social" (SAIS), avait complètement laissé de côté la situation foncière des communautés paysannes traditionnelles. Depuis de très nombreuses années, les cinq évêques de cette région difficile et pauvre se battent pour aider les populations indiennes **à faire valoir leurs droits** (le nouvel évêque de Cusco s'est, depuis, désolidarisé de cette bataille). En février 1987, ils ont réclamé l'intégration des exigences de ces communautés dans la nouvelle législation sur la terre en cours d'élaboration. C'est ce texte que nous donnons ci-après.

LE DOCUMENT

"Nous pensons que la communauté paysanne doit être la ligne maîtresse d'un programme de vrai développement rural en pays andin. Cela suppose:

- renforcer la capacité d'organisation au plan communal et inter-communal;

- attribuer les terres à usage communal et articuler technique de la parcelle familiale et secteur collectif;

- contrôler les ressources communales, aussi bien naturelles (eau, terres) que sociales (Ayni, travaux etc.);
- augmenter la capacité productive de sorte que la communauté puisse satisfaire ses besoins primaires et devienne aussi productrice d'aliments pour d'autres secteurs sociaux".

("La terre, don de Dieu - droit du peuple", Pâques 1986, évêques du Sud-Andin.)

COMME il est de la connaissance du public, le pouvoir exécutif a convoqué le Congrès de la République pour une session extraordinaire au cours de laquelle doivent être approuvés des projets de loi sur la délimitation et la titularisation des communautés paysannes ainsi qu'une loi générale les concernant.

A notre avis ces lois devraient sauvegarder et renforcer les valeurs culturelles qui sont le produit de

siècles d'existence de ces communautés et qui constituent un patrimoine de vie collective, de réciprocité véritable et de sagesse andine. De telles valeurs doivent servir de base à l'élaboration d'un projet social alternatif et libérateur pour le Pérou, du point de vue de la participation communautaire, démocratique et massive du peuple, dans un contexte d'identité nationale authentique.

C'est dans cet esprit de service que nous apportons notre modeste collaboration à l'élaboration d'une loi juste permettant de régler de vieux problèmes qui sont à l'origine de nombreux comportements sociaux et politiques actuels dans le pays. Si des solutions n'y sont pas apportées, ils continueront d'être un bouillon de culture et de servir de faux prétextes à la violence au Pérou, en nous plongeant ainsi dans une réalité à venir faite de plus grande incertitude et de mort.

Par une telle attitude nous entendons agir dans la fidélité au Saint-Père qui, en 1985, avait déclaré lors de sa visite à Cusco :

"On ne pourra pas non plus construire une grande patrie sans fraternité et aide mutuelle (...) ni sans une attention particulière aux problèmes agricoles. C'est un domaine qui réclame toute l'attention des autorités publiques, avec les mesures appropriées et urgentes incluant, en cas de besoin, les nécessaires réformes de la propriété et de son exploitation. C'est un problème de justice et d'Humanité" (Jean-Paul II, Cusco, 3 février 1985).

Nous redisons une nouvelle fois, comme évêques du Sud-Andin, ce que notre conférence épiscopale avait déclaré en 1969 :

"A nos frères paysans et travailleurs nous déclarons que nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour encourager, promouvoir et favoriser tous leurs efforts de création et de développement d'organisations de base, de revendication et de renforcement de leurs droits, et de recherche d'une vraie justice" (Evêques du Pérou, 36e assemblée générale).

Dans la poursuite, donc, de notre effort pastoral à la lumière de l'Evangile et du magistère de l'Eglise, nous estimons nécessaire de manifester nos préoccupations sur le contenu des lois en élaboration concernant les communautés paysannes. Nous pensons qu'une législation sur le sujet doit tenir compte, entre autres aspects, des points suivants :

1- LA PROPRIÉTÉ DES TERRES INCULTES

2-DÉFENSE DES TERRES COMMUNALES

3- RESSOURCES NATURELLES

Les terres communales, surtout les plus hautes, abritent des ressources naturelles importantes, en particulier minières, dont les communautés ne tirent aucun profit d'exploitation car ce sont des tiers qui en limitent la mise en valeur par les dégâts et préjudices causés sur différents plans (écologique, social, culturel etc.). Nous estimons

qu'il faut donner la priorité aux communautés dans la mise en valeur directe de ces ressources (mines, forêts, eaux, matériaux de construction).

Là où les communautés doivent s'associer à des tiers, il importe de spécifier les mécanismes leur permettant de participer aux bénéfices de l'exploitation. De même, quand l'exploitation est le fait de seuls tiers, il faut garantir à la communauté une participation appropriée et permanente aux revenus ainsi générés. Il faut également prévoir des compensations justes pour les dommages importants causés au milieu naturel des communautés et à leur organisation sociale et culturelle.

4- JUSTICE COMMUNALE

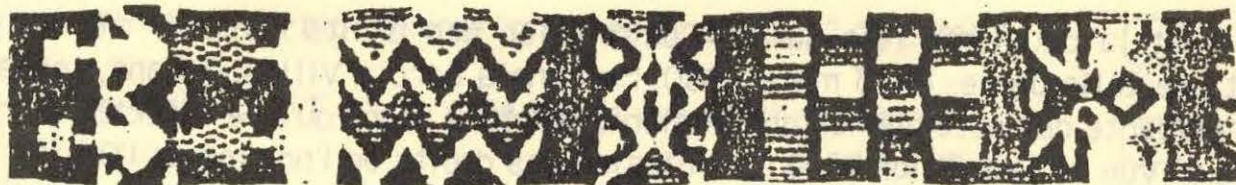
Dans les communautés paysannes qui en décideront, nous pensons qu'il faut installer des tribunaux communaux pour l'administration d'une justice accueillant et respectant les us, coutumes et traditions de la communauté, dans le cadre de la revalorisation des traditions culturelles et de justice communale. Il faut prévoir l'élection démocratique des juges parmi les membres de la communauté, avec juridiction en matière pénale, civile, agricole et du travail.

5- GOUVERNEMENTS LOCAUX

Nous pensons que, pour leur développement, les communautés paysannes ont besoin d'une administration locale. C'est pourquoi il est important qu'elles exercent des fonctions de gouvernement local en se substituant, sur le territoire communal, à la municipalité de district avec la garantie du transfert des biens et des revenus nécessaires. Dans ce but, les communautés arrêteront les modalités et le règlement présidant à l'élection de leur gouvernement local, conformément à leurs us et coutumes. Nous pensons également qu'il est d'une importance vitale d'intégrer dans la loi sur les gouvernements régionaux la participation appropriée des communautés paysannes.

6- RÉGLEMENTATION

Vu la complexité et la diversité des communautés paysannes, la loi et ses décrets d'application doivent concerner les aspects fondamentaux et laisser toute liberté à chaque communauté selon son statut de l'appliquer à sa réalité propre, dans le cadre du respect de la Constitution et des lois. Nous exigeons également que l'élaboration de la loi et de ses décrets d'application le soit avec la



Utilisez le Caminando pour reviser votre action à la lumière des témoignages de solidarité rapportés, et faites-le connaître.

participation des communautés paysannes par le biais de leurs organisations, de façon à lui donner un contenu démocratique authentique.

7- AUTONOMIE

Le respect de l'autonomie est essentiel au développement intégral des communautés paysannes. C'est pourquoi nous disons que l'État doit la garantir, de sorte que ce soit la communauté elle-même qui décide de son destin. L'élaboration démocratique de ses statuts, le choix électif de ses organes de gouvernement, l'usage et la répartition de ses terres, le droit de s'organiser en associations et fédérations, ainsi que le respect de sa culture seront autant d'expressions d'une telle autonomie. Il en sera de même du respect, par les autorités de l'État, de l'autorité communale et de ses diverses instances selon ses fonctions et compétences.

CONCLUSION

Le Dieu de la vie nous pousse à appeler tous les chrétiens et tous les hommes de bonne volonté du pays à combattre pour cette paix permanente et durable, seule apte à faire disparaître toutes les haines et injustices et à permettre un jour l'instauration définitive parmi nous du Royaume de justice et d'amour.

Puno, le 25 février 1987

Jesús Calderón B., évêque de Puno
Albano Quinn W., prélat de Sicuani
Miguel Briggs G., administrateur de Juli
Guido Lauraire, vicaire général d'Ayaviri

(Traduction DIAL - No 1200 - 21 mai 1987)



Un assassinat crapuleux !

Le lundi 26 octobre 1987, à 6 heures 35 le matin fut assassiné Herbert Ernesto ANAYA SABRIA, 33 ans, père de cinq enfants, président de la Commission des droits de l'homme d'El Salvador. C'est au moment où il s'apprêtait à conduire ses enfants à l'école que des hommes en civil, le visage masqué, l'ont abattu avec une arme munie d'un silencieux.

C'est la deuxième fois que la Commission des droits humains d'El Salvador subit une telle perte: le 13 mars 1980, Marianela García Villas, 34 ans, fondatrice et présidente de cette même commission était tuée alors qu'elle effectuait une enquête en vue de la session de la Commission des droits de l'homme de l'O.N.U.

L'assassinat de ANAYA SABRIA revêt un caractère d'autant plus odieux qu'il est commis précisément au moment où sont mis en oeuvre des accords visant l'établissement d'une paix durable en Amérique centrale. Mais le peuple n'oubliera jamais la valeur de ce courageux défenseur des droits humains. □



La Guignolée du Comité



C'est un amour profond pour nos frères et soeurs d'Amérique latine qui a amené des femmes et des hommes à oeuvrer depuis plus de onze ans maintenant au Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine.

Dans ce travail de *défense de la vie menacée*, les tâches ne manquent pas: produire le bulletin "Caminando", lancer un appel au "Réseau d'Urgence", organiser une soirée d'information, mettre à jour le Centre de documentation du Comité, préparer la marche-célébration Romero, faire le suivi de la situation des droits humains, de la solidarité et de la vie ecclésiale dans un pays ou une région.

Toutes ces activités constituent notre façon d'articuler trois volets d'une même cause:

**Solidarité et Droits Humains
Solidarité et Défense de la vie
Solidarité et Foi Chrétienne**

C'est là le caractère spécifique du Comité et c'est autour de ces axes que nous voulons poursuivre les tâches commencées.

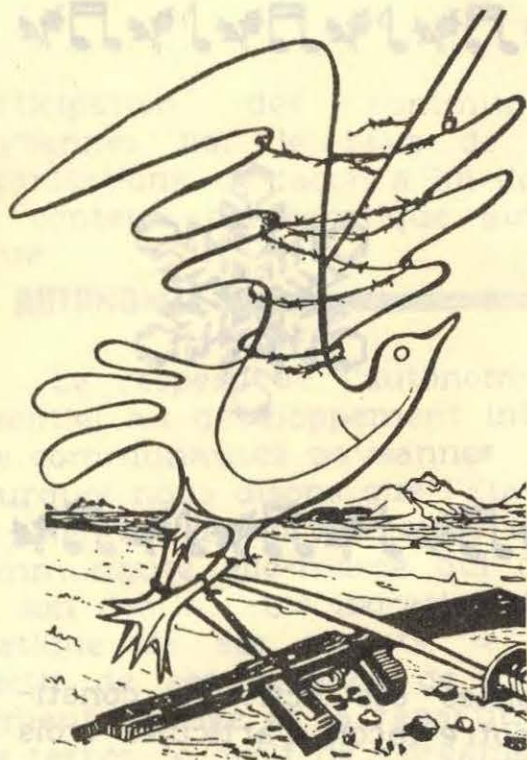
Nous faisons donc appel à vous pour soutenir le Comité Chrétien et en inciter d'autres à en faire autant.

• Inscrivez-moi comme "membre de soutien" du Comité ☐

• Voici\$ que je m'engage à verser chaque mois
pendant un an ☐

• Voici ma contribution au montant de\$ ☐

Toute contribution est déductible d'impôt



Pour que la justice et la paix soient une réalité en 1988, les peuples d'Amérique centrale nous demandent:

- d'appuyer leurs efforts
- d'exercer des pressions
- de faire circuler l'information
- de dénoncer les abus contre les droits humains
- d'empêcher les envois d'armements



Noël est la garantie

- du droit de l'Amérique centrale à la justice et à la paix
- de notre droit de nous désolidariser de ceux qui font obstacle à cette volonté de paix;
- de notre droit de nous solidariser avec les femmes, les enfants et les hommes d'Amérique centrale en qui sont nés cette paix et ce désir de justice et qui les portent en leur coeur.

C'est pourquoi nous vous invitons à faire connaître par lettre au Ministre des Affaires Extérieures du Canada vos vœux pour l'an nouveau.

À cette fin, vous pouvez utiliser la lettre ci-contre ou toute autre formulation de votre inspiration. Le tout se poste **sans timbre**.



Honorable Joe Clark,
Ministre des Affaires Extérieures,
Edifice de l'Est, pièce 165,
Chambre des Communes,
Ottawa (Ontario)
K1A 0A6 30 mars 1987



MES VOEUX POUR L'AN NOUVEAU

Que le gouvernement canadien continue à développer ses propres politiques en matière d'appui aux Accords de paix en Amérique centrale;

qu'il fasse état publiquement des nombreux gestes posés par le Nicaragua pour accélérer l'avènement de cette paix;

qu'il s'assure qu'aucun armement canadien n'est expédié aux "contras";

qu'il maintienne son opposition au soutien financier des "contras" de la part de puissances étrangères;

qu'il augmente résolument l'aide humanitaire dont le Nicaragua a un urgent besoin;

qu'il augmente son aide économique au Guatemala par l'intermédiaire de programmes et d'organismes non-gouvernementaux plutôt que par une aide bilatérale officielle.

Décembre 1987



Nom :

Adresse:

Ville :

Nicaragua:

Il voulait être plus proche de son peuple !

Frère Tomás - martyr de la solidarité

Le 3 juillet dernier l'explosion d'une mine fauchait la vie de frère Tomás Zavaleta et causait plusieurs blessures graves au frère Ignacio Urbina, à Emperatriz Martínez, secrétaire paroissiale et à Digna Martínez, belle-soeur de cette dernière. Cette mort et ces blessures ne font que s'ajouter à la longue liste de plus de quarante mille morts et innombrables blessures causées par la guerre d'agression dont souffre notre peuple (le peuple du Nicaragua).

Le frère Tomás Zavaleta était un franciscain salvadorien qui, il y a quelques mois, venait de s'intégrer à la paroisse de Matiguas (Matagalpa) où il collaborait avec le frère Ignacio Urbina, curé, franciscain nicaraguayen, au travail pastoral et à l'aide à une coopérative comprenant plus de mille paysans (campesinos), la plus grande du pays.

Frère Tomás, après avoir travaillé six ans comme assistant personnel du ministre général des franciscains à Rome, était destiné en premier à la Californie et aux États-Unis. Mais il a demandé que soit remis en question cette affectation afin de plutôt se rendre en Amérique centrale où il serait plus proche de son peuple - des plus pauvres - en solidarité avec eux et elles.

Frère Tomás n'était pas naïf, il savait



les risques que cette option comportait. Travailler dans une zone montagneuse, une zone difficile et éloignée de la ville - une zone menacée - zone de guerre où les forces de la contre-révolution sont très actives. Il savait parfaitement que dans toute l'Amérique latine on ne persécute pas les chrétiens seulement parce qu'ils - elles - portent ce nom ou qu'ils - elles appartiennent à une Église mais plutôt lorsqu'ils - elles sont engagé(e)s dans le processus de la libération des plus pauvres, découvrant avant tout que cet engagement naît du fait de suivre Jésus et de la prière. □

Traduit de l'éditorial de Amanecer No. 51 (juillet 1987)

BRÉSIL : où sont les droits des paysans ?

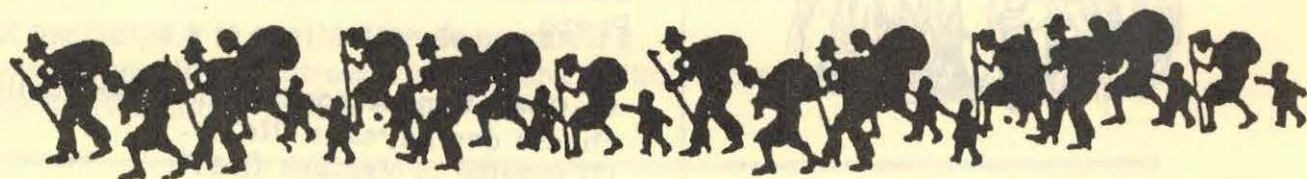
La tension autour du problème de l'appropriation de la terre reste toujours extrêmement forte dans certaines régions du Brésil. Selon le ministère de la réforme agraire les conflits de la terre en 1986 ont fait 230 morts dont la quasi totalité sont des paysans ou des personnes qui défendent leur cause (le ministère compte en effet dans le total quinze propriétaires terriens, quatre policiers et deux administrateurs de domaines, en précisant d'ailleurs que la plupart de ces vingt et une victimes résultent de conflits entre grands propriétaires).

Dernier massacre collectif de paysans : treize paysans égorgés et éventrés en fin décembre 1986 sur le Domaine Mirassolzinho, dans le Mato Grosso. Le 26 février 1987, un paysan de Redenção, dans le Pará, est assassiné alors qu'il est sous mandat d'arrêt pour l'assassinat d'un propriétaire terrien en décembre dernier. Dans la même région on compte seize zones de conflits en pleine effervescence. Des menaces de mort sont adressées à des prêtres et à des évêques (cf. DIAL D 1182). On lira ci-dessous le communiqué récent de quatre évêques de l'Etat de Pará sur la gravité de la tension en secteur rural.

LETTRE DES ÉGLISES DE MARABÁ, CONCEIÇÃO DO ARAGUAIA, CAMETÁ ET HINGÓ AUX FRÈRES DU BRÉSIL

Nous quatre, évêques du centre et du sud du Pará à Belém, avons réfléchi sur les tragiques et cruels événements survenus au cours des derniers mois dans nos Eglises car *"nous partageons avec notre peuple les angoisses qui naissent du manque de respect de la dignité des êtres humains, image et ressemblance du Créateur, et des droits inaliénables des fils de Dieu"* (Puebla 40).

L'histoire de notre peuple, une histoire de tristesses et de souffrances, est connue jusqu'en dehors de notre pays. C'est sans doute les pages les plus noires de la violence et de l'arbitraire qui ont été écrites dans le sang et la douleur de ce peuple.



L'espoir et l'euphorie qui ont surgi dans le coeur de tant de Brésiliens avec l'avènement de la Nouvelle République, ainsi que la confiance de l'humble paysan dans les promesses de réforme agraire sont en train de mourir et de faire place au découragement, à la frustration et, en de nombreux endroits, à la peur voire à la terreur.

LA PAIX ET LA TRANQUILLITÉ

En début février 1987, une opération de désarmement a été montée une fois de plus dans notre région sous prétexte d'assurer la paix et la tranquillité (1). En plusieurs endroits cette opération s'est faite dans la violence. La police militaire de l'État du Pará, sous le commandement du colonel Antônio Carlos da Silva Gomes, a déclenché une véritable chasse aux petits paysans et à leurs familles. Parmi les endroits où cette police a laissé la trace de sa sauvagerie et de sa violence nous voulons citer Paraúna et Monte Santo, du district de São Geraldo dans la commune de Xinguara, et la région de São Félix do Xingú.



Nous avons en mains des dépositions de paysans, des certificats médicaux, des déclarations d'autorités et des rapports de syndicats de travailleurs ruraux qui relatent les tristes événements. Avec la villa du domaine de la banque Bamerindus comme quartier général et sous le commandement du capitaine Saldanha, une centaine de soldats et de tueurs à gages en uniformes de la police militaire, armés de fusils et de mitraillettes, ont attaqué les hameaux.

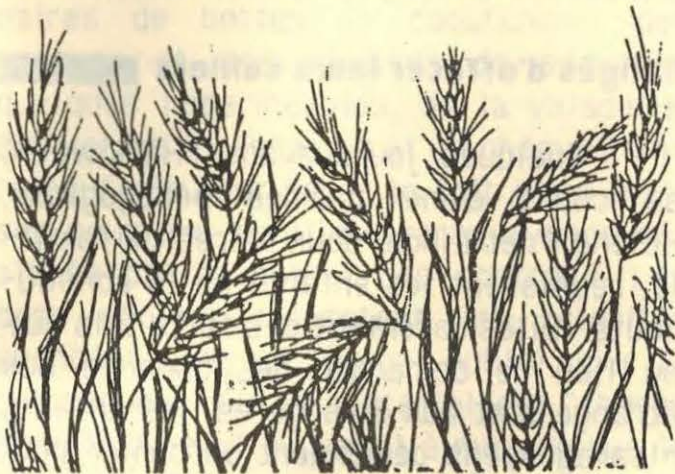
Femmes violées, enfants ligotés et pendus par les cheveux, pour servir d'appât aux maris et pères; hommes ligotés et frappés à coup de crosse de fusil, piétinés, frappés à coup de pied, forcés à manger des excréments d'animaux, à avaler des cigarettes et à ingurgiter des feuilles épineuses; grenades lacrymogènes lancées dans le temple de l'Assemblée de Dieu (2); coups de feu répétés et coups dans l'église catholique; cheveux coupés à la machette; menaces constantes de violences sexuelles; pillages et vols généralisés; interrogatoires sous la menace au siège du Domaine Bamerindus; femmes enceintes et enfants contraints à ramper dans la boue et sur les fourmilières tandis que les balles leur sifflaient au-dessus de la tête : voilà comment on a prétendu apporter la paix et la tranquillité en secteur rural dans le cadre d'une opération menée avec voitures, avions, communications radio, nourriture et logement pour les soldats dans les Domaines Bamerindus, CIB, Pau Ferrado et Pau Preto.

(1) Opération de confiscation des fusils de chasse des paysans (NdT).

(2) Groupe protestant (NdT).

De tels événements sont consternants. Plus consternant encore est le fait qu'ils ne sont qu'un modeste échantillon de la terreur dans laquelle vit notre peuple. Il est inacceptable qu'il soit procédé à des expulsions illégales et arbitraires des implantations sur le Domaine Maguari, à São Felix do Xingú, avec menaces de mort à l'encontre des paysans et des prêtres. L'existence de travail esclavagiste est une affaire impressionnante dans la région.

Et que dire des innombrables arrestations illégales et expulsions arbitraires, des sauvages assassinats avec mutilations et tortures? Que dire de l'impunité totale et de la complicité éhontée de la police, du pouvoir judiciaire et même de l'exécutif? Ca suffit! **C'est Dieu qui est nié quand l'homme créé à son image et à sa ressemblance est massacré de la sorte.**



LA PAIX XXXXXXXXXX **FRUIT DE LA JUSTICE** XXXXXXXXXX

L'enseignement social de l'Eglise est né de la rencontre du message évangélique et de ses exigences dans le commandement suprême de l'amour. Ce commandement amène à la reconnaissance plénière de la dignité de chaque homme et de ses droits. **C'est pourquoi le commandement suprême de l'amour exige la justice.** Avec les évêques à Puebla *"nous déclarons que tout homme et toute femme, si insignifiants qu'ils paraissent, ont en eux-mêmes une noblesse inviolable que tous doivent respecter et faire respecter sans conditions; nous proclamons que toute vie humaine par elle-même doit être reconnue dans sa dignité en toutes circonstances"* (Puebla 317). **La paix des hommes ne sera jamais le fruit de la violence mais uniquement le fruit de la justice et de l'amour.**

Belém, le 5 avril 1987

Altamiro Rossato, évêque de Marabá

Patricio José Hanrahan, évêque de Conceição do Araguaia

José Elias Chaves, évêque de Cametá
Erwinn Krautler, évêque du Xingú

(Traduction DIAL - No 1199 - 21 mai 1987)

Ont participé à la réalisation de ce numéro :

Denise Caron, Élisabeth Giroux, Marilyn Hébert, Nicole Leduc, Charlemagne Ouellet, Madeleine Perreault, Aline Sarrazin.

"Au beau milieu du salon, un 'bateau pour la paix'!"

Par Marilyn Hébert
de la Communauté de Béthanie
à Ste-Sophie

C'est le soir de l'Halloween. Un enfant sonne à une porte pour la deuxième fois : *"Excusez-moi madame. Vous m'avez donné des bonbons tantôt, mais j'ai oublié de vous dire que j'ai une 'banque' pour acheter des cahiers pour des enfants du Nicaragua. C'est très important. Voici une feuille d'explication"*

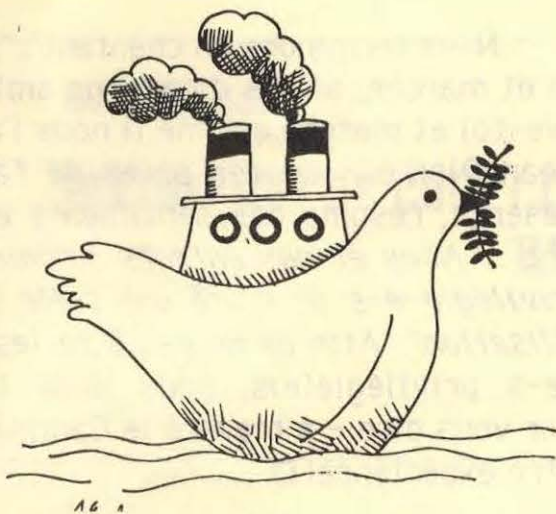
Une semaine plus tard, cet enfant mettait dans notre "bateau pour la paix" les cahiers qu'il avait achetés avec l'argent recueilli le soir de l'Halloween. Le bateau en carton, fait par trois enfants et deux adultes, symbolisait le grand bateau qui quitte le port de Montréal à la fin de novembre, à destination du Nicaragua. C'est la campagne "Outils de paix."

Cette année comme l'année passée, la communauté de Béthanie a organisé une vente de garage au mois de mai. Deux

cent cinquante dollars reçus de cette vente étaient réservés pour la campagne "Outils de paix." Au mois d'octobre, deux membres de la communauté - Hélène A. et Marilyn - assistent à une soirée d'information, d'échange et de lancement de la campagne organisée par le SLAM (Solidarité Laurentides-Amérique centrale).

Obligés d'effacer leurs cahiers

Quelques jours avant l'Halloween, au cours d'une journée pédagogique, Hélène P. et Linda, deux mères de famille, réunissent les enfants de la communauté. Elles racontent des faits tels que: au lieu de demander des bonbons aux étrangers et aux étrangères, les enfants nicaraguayens demandent un cahier pour être capables d'écrire; ils sont souvent obligés d'effacer leurs cahiers pour pouvoir les réutiliser. Hélène et Linda montrent ensuite aux enfants comment fabriquer des tirelires "Outils de paix" à partir de boîtes de jus congelé, et comment organiser des pochettes (pour les feuilles d'information) faciles à transporter avec leur panier pour recevoir des



bonbons. Finalement, avec les plus jeunes elles font des mises en scène: quoi dire le soir de l'Halloween en sonnant aux portes.

Au beau milieu du salon

Dimanche le 8 novembre, la communauté célèbre la campagne "Outils de paix". Au beau milieu du salon de Lise et Alain se trouve le "bateau" qui a presque 90 cm de haut et qui est assez large pour contenir 156 cahiers, de nombreuses paires de bottes en caoutchouc, des casques et des lunettes de sécurité, quelques imperméables, de la vaisselle, des verres incassables et un chèque communautaire pour payer le toit d'une maison pour une famille nicaraguayenne déplacée par la guerre des contras. Les dons choisis respectent les priorités énoncées dans un journal publié pour la campagne. Tout le matériel est "chargé dans le bateau" au fur et à mesure que la communauté arrive pour la célébration. Une musique de fond joue: Carlos Mejía Godoy chante "Nicaragua, Nicaraguita, yo te quiero mucho más."

Nous commençons notre célébration comme d'habitude en exprimant ce que nous avons le goût de célébrer. Certain-e-s - y compris des enfants - nom-

ment des événements familiaux comme des journées de congé prises par des parents avec la collaboration des enfants; d'autres mentionnent "la marche pour la paix" vécue le samedi précédent à Montréal et, bien sûr, quelqu'un parle de la prise de conscience de tout un peuple lors du décès de René Lévesque. Nous parlons ensuite du bateau pour la paix, de la soirée de l'Halloween avec les tirelires de cueillette - et de nos achats.

Le surplus et le nécessaire

La première lecture de la Bible lance une invitation à partager avec d'autres communautés dans le besoin (2 Cor. 8, 12-16). La deuxième, relatée par notre "raconteur" - Alain - parle de la réaction de Jésus face aux riches qui ne donnent que de leur surplus et à la femme pauvre qui donne des sous dont elle avait besoin. Hélène A. réagit aussi à cette histoire en nous partageant sa surprise quand elle a calculé le faible pourcentage du revenu familial qui est versé en dons chaque année. Elle nous invite à faire notre propre constatation.

Nous regardons par la suite quelques diapositives de Nicaraguayens en train de construire leur maison avec un toit de tôle et d'autres Nicaraguayen-ne-s au travail dans les champs, pieds nus - d'où le besoin de bottes pour se protéger des pesticides. Trois enfants de la communauté, Valériane, Frédéric et Nicolas présentent un petit spectacle montrant l'attente des outils de paix par le peuple nicaraguayen.

Ensuite, un enfant accompagné d'un adulte découpe le coupon "Message aux Nicaraguayen-ne-s" trouvé à l'intérieur

du journal "Outils de paix." Ils composent ensemble un message pour envoyer avec le contenu de notre "bateau." Quelques-uns de ces messages sont lus à haute voix :

"Je m'appelle Lysanne. J'ai 6 ans. Je vous aime beaucoup. J'aimerais vous connaître. J'ai ramassé des sous le soir de l'Halloween pour acheter des cahiers pour vous" (Lysanne - 6 ans et Jean-Marc)

Les adultes sont invités à envoyer aussi les messages du journal aux députés et au premier ministre.

Dans la deuxième partie de la célébration, Marilyn utilise le journal pour composer des prières d'action de grâces: "Nous te rendons grâce, Dieu de la paix, pour avoir inspiré à 126 localités canadiennes de contribuer aux "Outils de paix" en 1986, pour une valeur de 2 millions de dollars - dont 300 000 \$ au Québec seulement." - "Nous te prions aussi pour le gérant du "Tigre géant" qui nous a offert un escompte sur des bottes et des cahiers cette année. Nous pensons aussi à nos morts - à Claire qui a participé à notre vente de garage pour le Nicaragua au mois de mai passé - et à Mgr Proulx qui a toujours appuyé la campagne "Outils de paix."

Après le chant du Notre Père, nous partageons des "tacos", le pain de nos soeurs et nos frères d'Amérique centrale. Parmi les services demandés et offerts, comme dernière étape de notre célébration, Hélène A. accepte de ramener le "stock" de notre bateau à l'entrepôt des Laurentides pour la campagne (10 grandes boîtes).

Nous terminons en chantant : "Lève-toi et marche, allons dire à nos ami-e-s, lève-toi et marche comme Il nous l'a dit."

Jean-Pierre - un des pères de famille présents, résume nos sentiments en disant : *"Nous et nos enfants sommes des privilégié-e-s de vivre une telle sensibilisation."* Afin de ne pas être les seuls privilégié(e)s, nous nous levons pour vous dire - à travers le Caminando - notre expérience! □

Une communauté qui essaie de suivre Jésus.

HAÏTI

"Dechouke"⁽¹⁾ la violence

De la déclaration de Mgr Romelus, évêque de Jérémie lors du synode.

"Aujourd'hui en Haïti, évêques, prêtres, religieux, religieuses, laïcs, nous passons de mauvais moments avec la dictature d'un gouvernement militaire provisoire qui s'arrange de son mieux pour garder le pouvoir, ou bien y placer son candidat, ou bien sauver la façade, mais avec l'intention de reprendre les rênes quelque temps plus tard.

Le peuple haïtien lui dit "non". Il lutte au nom de sa foi dans le Christ libérateur qui nous envoie libérer, à notre tour, nos frères et soeurs tenus dans les chaînes. (...) Il est de notre devoir de parler à temps et à contretemps. Citant St-Grégoire-le-Grand: *"Pour un pasteur, craindre de dire ce qui est bien, n'est-ce pas la même chose que de prendre la fuite par son silence?"*

(1) Dechouke = déraciner

• Tiré de DIAL no 1252

HONDURAS :

SITUATION DE CONFLIT

REQUIERT PAROLE ÉVANGÉLIQUE

**COMMUNIQUÉ DU CONSEIL PASTORAL
DE LA ZONE APOSTOLIQUE DU YORO**



Notre conseil pastoral est constitué des curés, des religieuses et des responsables ecclésiaux laïcs des paroisses d'Urraco-Toyos, d'El Progreso, Negrito-Morazán, Sulaco-Victoria et Yoro. Réuni statutairement en session ordinaire au Centre de formation San Ignacio de Loyola de Sulaco (Yoro), les 7 et 8 mai 1987, le conseil a suivi avec un soin évangélique les développements d'un vieux conflit de possession de terres à Las Vegas (Victoria), dans lequel un groupe de familles paysannes est aux prises avec un propriétaire terrien occupant actuellement ces terres.

Devant cette situation de conflit qui implique de part et d'autre nos frères dans la foi, mais qui affecte tout particulièrement nos frères les plus pauvres et dans le besoin, nous sommes dans l'obligation de délivrer une parole évangélique pour orienter les uns et les autres vers une solution à la fois juste, pacifique et fraternelle.

Nous constatons en premier lieu que le mercredi 6 mai, sur Radio-América dans son bulletin de 15 H, une certaine "association de paysans" de Victoria a publique-

ment accusé les Pères Patricio Wade et Roberto Voss, respectivement ancien et actuel curé de Sulaco-Victoria, d'être les instigateurs des occupations de terres, ainsi que les religieuses et les collaborateurs laïcs travaillant dans la pastorale paroissiale avec la mission canonique de leurs légitimes supérieurs ecclésiastiques.

Devant une telle accusation notre conseil pastoral se voit dans l'obligation impérieuse, premièrement, d'apporter son soutien inconditionnel aux deux prêtres pionniers, aux religieuses et aux collaborateurs laïcs pour leur labeur pastoral constant, insoupçonnable et désintéressé; deuxièmement, de rejeter publiquement parce que fausses, calomnieuses et injurieuses les charges qui, contre toute évidence, leur sont imputées.

DROIT À LA TERRE : XXXXXXXXXX pacifisme et violence XXXXXXXXXX

En second lieu, et pour l'information due aux fidèles et au public en général, nous tenons à rapporter les faits tels que nous les vivons ici de près :

1) Un groupe de paysans de Las Vegas (Victoria) fait des démarches depuis 1978, mais en vain, pour obtenir l'adjudication de quelques 400 *manzanas* (1) de terres que les paysans considèrent pour diverses raisons comme étant de l'Etat - alors que M. Guillermo Oviedo les estime être à lui et faire partie d'une propriété de quelques 6000 *manzanas* - et qu'en conséquence les paysans estiment y avoir droit conformément à la loi de réforme agraire en vigueur.

2) Le groupe est constitué de 24 familles, dont 8 des membres sont des délégués de la Parole de Dieu. Ceux-ci revendiquent non en tant que responsables ecclésiaux et encore moins sous l'instigation de l'Église, mais en qualité de paysans ayant besoin de terres.

3) Récemment, et aux seules fins de pousser l'Institut national agraire (INA) à régler définitivement le cas, le groupe a pris pacifiquement possession de 400 *manzanas* réclamées, en prenant soin de remettre le bétail du domaine à ses propriétaires en présence des fonctionnaires de l'INA qui en ont été témoins.

4) Violamment expulsés par la force publique, 17 des occupants ont été arrêtés et se trouvent emprisonnés au pénitencier de Yoro sous l'accusation - dit-on - de vol de bétail et autres délits que personne ne pourra prouver devant les tribunaux puisqu'ils sont faux.

Devant ces faits, le conseil pastoral :

- premièrement, déplore les lenteurs et l'indécision de l'INA qui retarde indéfiniment l'examen des demandes, menant ainsi les paysans sans terre au bord du désespoir et à des actions souvent suivies de violences et même de morts;

- deuxièmement, regrette que certains propriétaires terriens et éleveurs se refusent obstinément à ce que des terres qu'ils occupent et qui sont souvent importantes et mal exploitées, tombent sous le coup de la réforme agraire prévue par la loi;

- troisièmement, encourage les paysans à savoir discerner à la lumière de l'Évangile les droits de chacun et à trouver dans le même Évangile la force nécessaire pour continuer de lutter, avec tous les moyens pacifiques à leur disposition, jusqu'à l'obtention de la part de terre et de bien commun qui revient à tout Hondurien.

MISSION DE L'ÉGLISE

L'Église a pour mission de promouvoir le développement intégral de la personne humaine. En conséquence elle pousse les fidèles de notre zone pastorale du Yoro à découvrir les causes de la grave situation de pauvreté et de sous-développement dans laquelle vivent des milliers de personnes de ce département, en particulier des communes englobant la paroisse de l'Immaculée-Conception de Sulaco et son annexe de Notre-Seigneur d'Esquipulas de Victoria, afin d'y apporter tous ensemble les remèdes convenables. **L'Église nous enseigne que la vie, la nourriture et la santé sont les droits fondamentaux de la personne, et que le droit de propriété n'est valide qu'en tant qu'il respecte la fonction sociale impérative de service des droits fondamentaux de tous les hommes, en particulier de ceux qui sont le plus dans le besoin.**

L'Église est mère de tous : des riches comme des pauvres. Mais c'est précisément parce qu'elle est mère qu'elle a une particulière sollicitude pour les pauvres, ses fils qui sont les plus dans le besoin. C'est la doctrine et la pratique que le pape est venu nous prêcher ici, en Amérique centrale, voici quatre ans. Et c'est ce qu'il vient de prêcher tout dernièrement au Brésil, en Uruguay et au Chili.

L'Église est pacifique et elle ne prône pas les moyens violents. Mais elle ne peut en aucune manière être absente quand ses fils les plus pauvres s'efforcent d'instaurer des structures économiques et sociales plus justes et plus humaines.

C'est cette Église que servent fidèlement les curés, les religieuses et les délégués de la Parole de la paroisse de Sulaco-Victoria. En témoignage ce conseil pastoral de la zone apostolique de Yoro.

Faustino Boado s.j.
vicaire épiscopal de la zone
pastorale de Yoro

Sula, le 8 mai 1987

(1) Manzana : 0, 83 hectare (NdT)
(TRADUCTION DIAL - no 1215, juillet 1987)



S O M M A I R E

Va-et-vient au Comité	2
Pas d'Évangile sans droits humains!	3
Pedimos Paz!	6
Pérou: Semer la vie pour récolter la paix	7
El Salvador: Un assassinat crapuleux	10
La guignolée du Comité	11
Action: Nos vœux pour l'An nouveau au Ministre Joe Clark	12
Nicaragua: Il voulait être plus proche de son peuple	14
Brésil: Où sont les droits des paysans	15
Québec: Au beau milieu du salon, un bateau pour la paix	18
Haïti: "Dechouke" la violence	20
Honduras: Situation de conflit requiert parole évangélique	21

Renouvelez votre abonnement et offrez un abonnement-cadeau pour Noël

NOM :

RUE :

VILLE :

CODE POSTAL : DATE :

* Abonnement au Caminando : (5 numéros par année)

Au Canada : 10 \$ • A l'étranger : 12 \$

Caminando est le bulletin du CCDHAL

• Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec

Comité Chrétien pour les Droits Humains en Amérique latine,
25, Jarry ouest, Montréal, Qc, H2P 1S6 • Tél. : (514) 387-2541